



HAL
open science

La pauvreté des ménages et bien-être individuel au Cameroun, une analyse spatiale et régionale du phénomène

Joel Mebada

► To cite this version:

Joel Mebada. La pauvreté des ménages et bien-être individuel au Cameroun, une analyse spatiale et régionale du phénomène. 2018. ⟨halshs-01895269⟩

HAL Id: halshs-01895269

<https://shs.hal.science/halshs-01895269v1>

Preprint submitted on 15 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La pauvreté des ménages et bien-être individuel au Cameroun, une analyse spatiale et régionale du phénomène

Olinga Mebada Joel Eric

Université du Québec en Outaouais

283 boulevard Alexandre-taché, Gatineau, Québec, Canada

olij05@uqo.ca

Abstract

Dans cet article nous voulons analyser les dynamiques de pauvreté au niveau régional au Cameroun, en mettant un accent particulier sur les trois régions du Grand-Nord Cameroun, à savoir (Adamoua, Nord, et l'extrême-nord). L'utilisation des données issues d'Ecarn3 nous a permis de démontrer qu'il existe des disparités importantes entre les régions dans de nombreux domaines. Dans le secteur de l'éducation les provinces du grand-nord se caractérisent par des taux d'analphabétisation plus élevés que dans le reste du pays. une conséquence directe de cet état de fait est la forte présence des ménages de la partie septentrionale du Cameroun dans le secteur informel. *L'approche des capacités* a permis de définir les principaux éléments à analyser, dans notre article. Nous observons que les dépenses des ménages laissent entrevoir une faible contribution des dépenses de santé et d'éducation, aux dépenses totales des ménages sans hospitalisation. L'accentuation des inégalités et les résultats préliminaires issus d'Ecarn4 n'incitent cependant pas à penser, que dans les prochaines années un retournement de tendances sera observées. Cependant, des pistes de recherche existent, qui permettront de mieux comprendre les dynamiques de pauvreté au Cameroun en général, et dans les trois régions qui forment le grand nord Cameroun. .

Keywords: , pauvreté, bien-être, analyse spatiale, régionale, grand-nord

1. Contexte et pertinence

L'adoption des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2000 a permis au gouvernement camerounais de définir et de mettre en place une série d'actions devant permettre à terme de réduire la pauvreté¹. Cependant la littérature existante sur la pauvreté et le bien-être au Cameroun tend à démontrer dans un premier temps, que la pauvreté a reculé, mais à un rythme moins soutenu que ce que prévoyait l'État du Cameroun. «Sur la base d'un seuil de pauvreté monétaire de 339 715 FCFA par an, soit 931 FCFA par jour par équivalent adulte, calculé à partir des dépenses de consommation finale des ménages,

1. Actions qui sont contenues dans plusieurs documents gouvernementaux dont, le DSCE (document de stratégie pour la croissance et l'emploi), le DSRP (document de stratégie de réduction de la pauvreté), et la vision 2035.

l'incidence de la pauvreté se situe à 37,5% en 2014, contre 39,9% en 2007². En rappel, ce taux était de 40,2% en 2001 et 53% en 1996. Cette baisse modérée de 2,4% est en deçà du rythme préconisé dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et ne permet pas d'atteindre l'objectif de réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 suivant l'Agenda des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) », [26] . De surcroît si la pauvreté est présente sur l'ensemble du territoire elle sévit avec une acuité particulière dans les régions du grand-nord (Adamaoua, Nord et extrême-nord), comme le montre les résultats issus des enquêtes de consommation auprès des ménages (ECAM I, II, III, IV). La récente adoption des objectifs du développement durable (ODD)³ devrait permettre au Cameroun de continuer à définir de meilleurs politiques et mesures, permettant de lutter efficacement contre la pauvreté et d'améliorer le bien-être dans l'ensemble du pays en général, et le grand nord en particulier (régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'extrême-nord). Le principal objectif de cette étude est de présenter la pauvreté telle qu'elle apparaît au niveau régional en mettant l'emphase sur les fortes disparités ; sur le plan de l'éducation ; des dépenses des ménages et dans bien d'autres domaines, qui existent entre les régions du grand-nord et le reste du Cameroun ; ces différents domaines sont choisis en lien avec l'approche des capacités retenue ; pour enfin suggérer deux pistes de réflexion susceptibles d'améliorer la recherche sur la pauvreté au Cameroun et dans le grand-Nord en particulier.

1.1. Introduction

La pauvreté est un concept qui charrie un ensemble de questions ayant trait à la fois à sa définition qu'à ses différentes dimensions ou manifestations. La pauvreté est généralement analysée sous l'angle économique [8] ; [11] ; (analyse en terme monétaire, élaboration de seuils de pauvreté) ; d'autres approches peuvent cependant être envisagées pour mieux saisir les différents enjeux entourant la lutte contre la pauvreté [5]. Une observation rapide de la répartition de la richesse à travers le monde laisse entrevoir une inégale répartition de celle-ci. L'Afrique apparaît comme un continent particulièrement touché par ce fléau, et le Cameroun, pays objet de notre étude, n'échappe pas à cette triste réalité. Si le problème de la pauvreté n'est pas spécifique au continent africain en général et au Cameroun, en particulier, il s'y pose avec une acuité particulière, du fait des liens étroits qui existent entre pauvreté, éducation, santé, emplois et nutrition (pour ne citer que ces secteurs), mais aussi du faible pouvoir d'achat de ses populations.

S'agissant spécifiquement du Cameroun des disparités régionales importantes existent dont les fondements se trouvent dans les différences observables en matière d'éducation, de secteur d'activité (formel ou informel), mais aussi de caractéristiques sociales particulières.

2. la figure 4 en annexe présente l'évolution des principaux indicateurs de pauvreté au Cameroun, à savoir l'incidence de la pauvreté ou taux de pauvreté $P0$, l'intensité de la pauvreté ($P1$), la sévérité de la pauvreté $P2$

3. Les objectifs du développement durable ont été adoptés lors de l'assemblée générale des nations-unies du 12 août 2015. Ils constituent un programme en dix-sept points (17), dont les trois premiers font référence à la pauvreté et au bien-être. Le premier point notamment vise la lutte à la pauvreté, le second la lutte contre la famine et le troisième point vise à améliorer la santé et le bien-être.

Au Cameroun l'analyse de la pauvreté a fait l'objet de plusieurs études [27]. Elles se sont pendant longtemps basées comme la Banque Mondiale (2001 ;2002 ;2005) sur l'aspect monétaire. On distingue les travaux de : L'Institut National de Statistique[25], qui étudie la dynamique de la pauvreté entre 1996-2001 ;[20] analyse la pauvreté et la répartition des revenus au Cameroun dans les années 90 ; [16] évaluent l'évolution de la pauvreté et des inégalités entre 1978 et 1996 au Cameroun. De ces études il ressort plusieurs profils de pauvreté, des inégalités spatiales importantes, ainsi que des couches de populations qui subissent plus que d'autres, les effets néfastes de ce phénomène (famille monoparentale, famille dont le chef est sous-scolarisé, famille dont le chef est une femme etc), et certains résultats contre-intuitifs peuvent également être observés. L'accentuation des inégalités, avec un groupe de nantis ne représentant qu'une minorité qui contrôle la plus grande part, des activités économiques, constitue une autre raison avancée qui pourrait expliquer la pauvreté rencontrée au Cameroun.

Bien comprendre le phénomène implique de revisiter les conditions spatiales de l'accroissement de ce phénomène, les différentes méthodologies qui ont été utilisées pour mesurer le phénomène, identifier les différents déterminants qui expliquent la pauvreté dans le pays, ainsi que les pistes de recherche qui ont été faites pour améliorer, les conditions de vie des populations camerounaises. L'article se divise en cinq (5) principales sections, la première présente *le contexte et la pertinence du d'étudier la pauvreté au Cameroun*, la seconde a trait aux *les écoles de pensées et la mesure de la pauvreté* . La troisième partie présente quelques *résultats de la recherche sur la pauvreté au cameroun*. La quatrième partie s'intéresse à *l'analyse spatiale de la pauvreté*. Enfin, la cinquième et dernière partie présente *la conclusion et deux principales pistes de recherches*.

1.2. Un regard sur le Cameroun

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale occupant une superficie de 475 440 km^2 . Sa population évaluée à 20 millions d'habitants (2010) devrait atteindre 23 millions en 2015, et se situer autour de 26,5 millions en 2020⁴[12]. Les pays limitrophes du Cameroun sont : au Sud, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Congo, à l'est la République centrafricaine, au Nord, le Tchad et à l'Ouest, le Nigeria. La diversité de ses climats, Sahéliens au Nord, et équatorial au sud, a valu au pays le surnom d'Afrique en miniature. Le pays possède deux langues officielles du fait, de l'histoire coloniale du pays, le français et l'anglais ; et plusieurs langues locales et dialectes sont couramment utilisés . Sur le plan administratif, le pays compte 10 régions. La capitale politique est Yaoundé, et la capitale économique est Douala.

Entre 1960 et 1985, le pays a connu une croissance économique soutenue, en même temps qu'une urbanisation accélérée, et une amélioration constante du niveau de vie de ses populations. Ceci grâce à une économie de rente, car le pays tire l'essentiel de ses devises de l'agriculture (coton, cacao, Bananes, hévéa, bois) et des industries fossiles, le pays possède cependant, une économie diversifiée. À partir de 1986, le pays connaît une grave crise économique et

4. Source Minepat (ministère de l'Économie de l'aménagement du territoire et de la planification)/Bucrep (Bureau central des Recensements et des Études de Population)

sociale, qui oblige le gouvernement a coupé drastiquement dans ses dépenses. La dette du pays qui représentait 1/3 du PIB en 1985/1986, va passer à 3/4 du PIB 1992/1993. S'en suivront plusieurs programmes d'ajustements structurels, mais ce n'est qu'avec la dévaluation du Franc CFA (1994) que le pays retrouvera l'équilibre sur le plan macro-économique[1].

En matière de finances publiques, on relève une réduction du stock de la dette publique qui est passée, de 4890.3 milliards de FCFA en 2005, à 1990.7 milliards à fin 2006, soit une diminution de 59,3%. Il se situe à 1427,6 milliards à fin 2008. Cette évolution résulte de la forte baisse de la dette extérieure, dont le stock est passé de 3652,1 milliards à fin 2005 à 882.4 milliards en 2008, en raison des allègements de dettes obtenus après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE⁵,[12]. Ce qui permet d'envisager l'avenir avec un certain optimisme, dans un contexte politico-économique qui n'est pas neutre, et chargé d'incertitudes, avec notamment une guerre contre la secte islamique Boko Haram (qui prive l'État d'une partie importante de ses ressources), une baisse des cours du pétrole, et le processus de négociation de l'APE (accord de partenariat économique), devant mener à la mise en place d'une zone de libre-échange entre l'UE et la CEEAC, met également en exergue un bon nombre de défis et d'enjeux cruciaux[12], dont l'un est de surcroit la perte de ressources financières provenant des droits de douane.

2. Les écoles de pensée et la mesure de la pauvreté

Les travaux sur la pauvreté au Cameroun s'inscrivent dans la tradition des approches développées autour de ce concept. On peut, toutefois constater que la notion de **pauvreté** est généralement associée au **bien-être** en économie. Le bien-être intervient au niveau individuel, alors que la pauvreté, multidimensionnelle de par ses composantes, est associée aux ménages. Ce sont les limites soulevées par la première approche (*approche welfarist*), qui ont favorisé l'émergence des deux autres approches (*approches des besoins de base et celles des capacités*).

2.1. Au commencement était le bien-être

En économie, le concept de bien-être est généralement associé à celui de l'utilité. On doit à Jeremy Bentham (1789) l'introduction de ce concept. Bentham considérait l'utilité comme un instrument de prédiction de comportements et, utilisable pour des analyses normatives [21]. D'autres économistes importants comme Marshall, Mengel et Walras étaient d'accord avec l'idée de comparer l'utilité ou le bien-être de façon interpersonnelle ou à l'intérieur de sous-groupe. Mais c'est à Cecil Pigou (1920) que l'on doit le premier la formulation de l'existence d'un lien possible entre le revenu et le bien-être. Il défendra l'idée selon laquelle le revenu peut être utilisé comme instrument permettant de se rapprocher au mieux de la connaissance que nous avons du bien-être. **Cette idée a depuis été largement reprise par les économistes⁶ et d'autres chercheurs en sciences sociales qui ont démontré**

5. Initiative pays pauvre très endetté.

6. même si on peut convenir que d'autres déterminants peuvent également expliquer le bien-être.

l'existence d'un lien causal entre l'amélioration du bien-être et l'augmentation du revenu d'une part, et la sortie de la zone de pauvreté d'autre part. La difficulté de l'utilisation du concept de bien-être tient à sa définition qui est différente selon les disciplines (économie, sociologie, psychologie) et cette définition est nécessaire pour déterminer les éléments qui doivent être pris en compte dans sa mesure (même si nous pouvons nous entendre sur le caractère progressif positif des conditions de vie en général, que ce concept pré-suppose). Outre le problème de la définition, se pose également celui des choix individuels et de la préférence des individus, cependant à l'instar d'autres auteurs nous pensons que le bien-être peut à défaut d'être mesuré, être au moins approximé⁷.

Les trois approches principales développées par la suite pour tenter de mesurer la pauvreté répondent chacune à l'exigence que suppose la détermination du bien-être et que ces trois approches soient différentes comme nous pourrions le voir, elles n'en demeurent pas moins complémentaires.

Trois grandes approches peuvent être distinguées dans la littérature sur la pauvreté [5].

— **L'école traditionnelle ou l'école welfarist**

Elle est fondée sur une fonction d'«utilité» censée rendre compte des préférences individuelles pour des ensembles alternatifs de biens et services. Évaluant le bien-être d'un individu, les welfarist évitent de formuler des jugements ne cadrant pas avec son comportement[35]. Elle sous-tend une conception trop étroite du bien-être (Lachaud,1998 ;[9]) et fait abstraction de certains facteurs qui ont vraisemblablement une utilité et dont la valeur n'est toutefois pas quantifiable.

Les approches non-welfarist

Elles sont développées dans le but de prendre en compte d'autres aspects de la pauvreté (santé, nutrition, logement, éducation, régions d'habitations) et soulignent le caractère multidimensionnel de la pauvreté.

— **L'approche des besoins de base**

Elle analyse le bien-être en termes de résultats : les pauvres sont ceux qui sont privés d'un ensemble de commodités de base perçues comme un préalable à l'atteinte d'une certaine qualité de vie[5]. Cependant, ces besoins sont souvent déterminés de manière exogène, par le planificateur, l'analyste ou les experts (nutritionnistes, physiologistes), indépendamment des perceptions des populations.

— **L'approche des capacités**

Cette dernière approche est le fruit des réflexions de Sen, qui rejeta dans les années 1980 l'utilité comme étalon du bien-être. Pour lui, le bien-être signifie être bien, être en mesure de vivre longtemps, être bien nourri, en bonne santé, bien éduqué etc. Selon lui, la valeur du niveau de vie n'a rien à voir avec la possession de biens, c'est

7. «it has been shown that interpersonal comparability of individual welfare and well-being can be derived from empirical work, either by comparing objective indicators of individuals' material achievements (e.g. Atkinson and Burgounion, 1982; Jorgenson, 1990; Pollak and Walles, 1979) or by comparing subjective indicators, such as those derived from SWB questions. Thus, one has to ask what is to be compared (Sen, 1999) : material achievements, such as income, or subjective states, such as well-being?»[21],(P9-P10

la faculté qu'ont les individus de fonctionner. La pauvreté devant être perçue comme une privation de cette liberté ([22], P.6). Il s'est beaucoup inspiré des travaux de sur la théorie de la justice de Rawl[36]. Cette approche analyse le bien-être en termes de résultats : les pauvres sont ceux qui sont privés d'un ensemble de commodités de base perçues comme un préalable à l'atteinte d'une certaine qualité de vie ([5]). Cependant, ces besoins sont souvent déterminés de manière exogène, par le planificateur, l'analyste ou les experts (nutritionnistes, physiologistes), indépendamment des perceptions des populations.

Il faut souligner la difficulté à mettre en relations les approches monétaires et non monétaires, par le biais de leurs indicateurs de bien-être respectifs. Dans le cas d'une approche monétaire (qui référence à l'approche welfarist) il apparaît important de modifier la ligne de pauvreté, Le document de stratégie pour la croissance et l'emploi [12] donne plusieurs informations sur la détermination du calcul du seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté de référence utilisé et basé sur **l'approche des besoins essentiels** a été calculé à partir d'un seuil alimentaire auquel, il a été ajouté un montant correspondant aux besoins de base non alimentaires. Le seuil alimentaire a été calculé sur la base d'un panier de la ménagère composé de 61 biens représentatifs des choix, des consommateurs issus de l'enquête.

De ces différentes approches, *l'approche des capacités* semble être celle qui se rapproche le plus, de l'idée que l'on pourrait se faire du bien-être d'un individu, ou de celle de la représentation de la pauvreté multidimensionnelle des ménages. Cependant à l'observation même si la première approche (welfarist) se contente de mesurer le bien-être par le biais de la relation entre la consommation et le revenu, et la seconde se contente de vérifier que les besoins de base des individus et des ménages sont satisfaits, les deux premières approches ont l'avantage d'être mesurables. *L'approche des capacités* bien que plus complète pose le problème de l'opérationnalisation ou de la mesure de ses dimensions. Posons-nous les questions suivantes : comment vérifier qu'une personne est bien nourrie ? Qu'elle est bien éduquée ? Enfin, comment s'assurer qu'une personne est bien et donc insidieusement qu'elle est libre ? Un chercheur voulant donc s'inscrire dans la démarche de Sen, devra se limiter à travailler avec un ensemble de variables ou de dimensions, qui bien qu'exhaustives, ne peuvent pas refléter la globalité de la situation.

3. Les résultats de la recherche sur la pauvreté au Cameroun

Au cameroun, et ailleurs, la définition de la notion de bien-être est fortement teintée du sceau de l'approche à laquelle on souscrit, et dès lors, il est plus aisée de comprendre les choix méthodologiques opérés par les chercheurs. force est de constater que de nombreux travaux sur la pauvreté au Cameroun ont adopté **l'approche des besoins de base**, même si **l'approche des capacités apparaît plus complète**. On note une diversité d'instruments dans les études sur la pauvreté au Cameroun, si certains optent pour la construction de modèles économétriques, d'autres n'hésitent pas à développer des indices pour saisir le caractère multidimensionnel de la pauvreté au Cameroun, ou à développer d'autres outils en

lien avec les problématiques soulevées.

A titre illustratif Nembot Ndeffo et alii (2007), [22] ont recours **l'approche des besoins de base** et choisissent la méthode des échelles d'équivalence pour étudier la prise en compte du cout relatif des enfants par rapport à celui des adultes et des économies d'échelle Dans l'appréciation du bien-être des ménages. Ils justifient le choix de celle-ci, par le fait que cette méthode permet : « de comparer le niveau de vie des ménage disposant des compositions démographiques et des revenus différents », ([22], P.5). L'outil méthodologique retenu leur permet surtout de pallier aux biais éventuels que comportent la mesure spécifique du bien-être comparativement à celle des adultes.

Manga Teme EPO NGA, (2007), [27] pour leur part s'intéressent à la pauvreté multidimensionnelle au Cameroun. L'approche est également celle des besoins de base. À partir des indicateurs non-monétaires de bien-être axées sur les besoins de base, et en utilisant l'analyse en composante principal (ACP), ils construisent un indicateurs composite de pauvreté multidimensionnel. Un instrument méthodologique qui requiert au préalable, la détermination d'une pauvreté multidimensionnelle. Emini et alii (2010),[19] pour analyser l'impact de la crise économique de 2008, sur la pauvreté infantile et les choix de réponses possibles, décident d'utiliser un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) avec un module microéconomique comportementale.

Ngah Epo et Menjo Baye (2012),[2] pour identifier les déterminants du bien-être des ménages et les changements qu'on a pu observer durant la période 2001-2007 décident d'utiliser un modèle économétrique. Foko Tagne et alii (2007), [22] décident d'utiliser une analyse factorielle multiple (AFM), qui permet d'aboutir la construction d'un indicateur composite de pauvreté, ceci dans le but de dresser un profil multidimensionnel non monétaire de la pauvreté au Cameroun..Plusieurs études ont également été menée à l'effet de trouver ou d'identifier les déterminants de la pauvreté et du bien-être ; (Manga Teme EPO NGA, 2007), (Ngah Epo Menjo Baye, 2012), Ningaye et alii (2011). Un consensus semble se dégager de la littérature existante, puisque les déterminants mis en exergue sont généralement liés à la santé, l'éducation, à la nécessité d'assouvir des besoins de bases et aux revenus. Emini et al (2010), [19] démontrent, en s'intéressant à l'impact de la crise économique de 2008, sur les enfants que, spatialement la pauvreté monétaire suit les mêmes tendances de pauvreté qu'on observe au niveau des régions. De plus la pauvreté semble affecter plus les régions du grand-nord Cameroun que les restes des régions.

La littérature sur la pauvreté au Cameroun semble assez unanime sur le caractère rural de la pauvreté, qui est encore une fois plus accentuée dans les provinces du grand-nord Cameroun. certains chercheurs,[22] montrent que la pauvreté est essentiellement rurale – touche plus de 50 (pourcentage) des ruraux –, avec pour principaux déterminants la structure démographique des ménages (taille, nombre d'enfants, type du ménage), le groupe socio-économique et le statut dans l'occupation, le niveau d'éducation et la localisation du ménage. S'agissant des inégalités de revenus, ils concluent qu'elles sont plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural. Ils poursuivent en affirmant que la pauvreté : « est surtout rurale et se manifeste, à plus de 80(%), par des difficultés d'accès à l'eau potable, à l'électricité et au

réseau de télécommunication. Ces pauvres habitent très souvent des logements insalubres. La région des savanes (particulièrement les provinces du Nord et de l'Extrême-nord) présente les conditions de vie les plus modestes, suivie des régions forestières (qui regroupent les zones rurales des provinces du Sud, du Centre et de l'Est) et des Hauts plateaux (couvrant les zones rurales des provinces du Sud-ouest, du Littoral et de l'Ouest) ». D'autres auteurs [27], [30], [38], arrivent également aux mêmes conclusions.

On peut également observer à l'instar de Foko Tagne et alii (2007) de manière plus globale les points suivants dans la littérature :

- Les conditions de vie des ménages ne sont pas analysées qu'en tant que descripteurs ou prédicateurs de la pauvreté monétaire : l'identification des pauvres se fonde exclusivement sur des critères monétaires.
- L'analyse de la pauvreté non-monétaire, lorsqu'elle est menée, s'effectue à un niveau d'agrégation élevé ; les indicateurs ne sont pas directement calculés au niveau des ménages et on peut imaginer qu'ils ne contribuent pas nécessairement de la même manière à leur bien-être.
- La description partielle des différentes dimensions de la pauvreté ou de l'accessibilité des ménages aux commodités répertoriées ne permet ni de saisir les interactions qui existent entre ces dimensions, ni d'avoir une lecture globale de la pauvreté dans toutes ces dimensions.

On note également un résultat contre-intuitif puisque la littérature laisse également apparaître qu'un adulte urbain subirait plus la pauvreté qu'un adulte en milieu rural, ce qui s'explique par les facilités (nourritures, absences de paiement de facture d'eau, d'électricité, ou de téléphone, frais médicaux subventionnés par l'État) auxquels l'adulte en milieu rural a accès.

De manière plus générale, on peut donc affirmer que les études sur la pauvreté au Cameroun, se sont surtout intéressées à mettre en exergue certains déterminants de la pauvreté. Si on ne peut nier leurs importances, on peut cependant se demander si la prise en compte de certaines spécificités régionales, et fortes disparités régionales existantes (comme nous pourrions le voir), ne permettraient pas de mieux comprendre certaines dynamiques liées à la pauvreté dans les différentes régions camerounaises (en général) et le grand-nord en particulier.

4. Analyse spatiale de la pauvreté

En utilisant l'approche des capacités et des données disponibles, plusieurs résultats obtenus identifiés dans la littérature peuvent être confirmés à partir des données recueillies dans le cadre des enquêtes de consommation auprès des ménages camerounais⁸, et permettent de se rendre compte de la sévérité de la pauvreté dans l'ensemble du Cameroun,

8. À ce jour on compte plusieurs enquêtes : ECAM 1 (DSCN, 1996) l'enquête porte 1731 ménages, 9.978 individus, et elle a été réalisée en 1996. La seconde enquête ECAM 2 présente des données collectées entre septembre et décembre 2001 et porte sur 11.553 ménages (DSCN, 2001). La troisième enquête ECAM 3, a été réalisée en 2007 et porte sur 12000 ménages. Enfin, la quatrième enquête auprès des ménages ECAM 4 est une enquête réalisée en (2014). L'échantillon de cette enquête comprend environ 12 847 ménages répartis dans 1024 grappes, encore appelées zones d'enquête, dans les 12 régions d'enquête qui couvrent le territoire national, [26].

mais également de l'acuité particulière que revêt cette problématique dans les régions du grand-nord Cameroun.

Régions	Formel	Informel	Total
ADAMAOUA	10	82	92
CENTRE	259	758	1017
EST	34	67	101
EXTREME-NORD	50	375	425
LITTORAL	269	373	642
NORD	19	232	251
NORD-OUEST	28	163	191
OUEST	26	241	267
SUD	39	78	117
SUD-OUEST	47	48	95

TABLE 1: répartition des ménages par régions et par secteur d'activité

4.1. Des disparités importantes en terme et de dépenses et d'opportunités d'emplois

Le premier tableau montre la répartition des ménages par secteur d'activité au Cameroun, par région. Il montre notamment la forte présence de membres de nombreux ménages dans le secteur informel. Dans L'Adamaoua on note que 89% des ménages exercent dans le secteur informel, une tendance forte qui se confirme avec les autres provinces du Grand-nord qui affichent des taux respectifs de 88% pour l'extrême-nord et 92% pour le nord. Alors que ces taux sont moins importants dans le reste du pays à l'exception de la région de l'ouest. Le tableau suivant montre les dépenses moyennes totales des ménages par régions, ainsi que les dépenses moyennes en éducation et en santé.

régions	Dépenses totales sans hospitalisation (1)	Dépenses de Santé (2)	Dépenses d'Éducation (3)	DS+DE/DT
Douala	2186852.93	98521.99	105248.88	9.32
Yaoundé	2480825.46	91371.83	118786.	8.47
Adamaoua	1714592.22	47272.18	36917.52	4.91
Centre	1273126.14	44064.93	51398.31	7.50
Est	1523213.64	53438.69	45098.62	6.47
Extrême-nord	1451693.98	42778.16	18140.33	4.20
Littoral	1291723.94	66961.02	49482.75	9.1
Nord	1582964.57	55135.62	31010.77	5.44
Nord-ouest	1382842.84	52571.87	59303.70	8.1
Ouest	1424658.49	68359.52	64229.31	9.31
Sud	1876457.14	59523.65	66378.62	6.71
Sud-ouest	1557821.22	29957.58	74743.25	6.72
Moyenne nationale	1645564.38	59163.087	60061.50	7.25

TABLE 2: dépenses sans hospitalisation-dépenses de santé et dépenses d'éducation par région

De ce tableau il ressort que les dépenses moyennes des ménages de seulement deux régions (Extrême-nord, Nord) des trois régions qui constituent le grand-nord se situent en-dessous de la moyenne nationale de dépenses. Les dépenses en éducation représentent 2.15% des dépenses totales moyennes des ménages de l'Adamaoua, 3.89% de ceux de l'extrême nord, et 4.56% pour le Nord. Les dépenses de santé suivent le même les mêmes tendances puisqu'ils représentent 2.75% dans l'Adamoua, 2.94% à l'extrême-nord et enfin 3.48% au Nord. Enfin, on peut observer que les dépenses de santé et d'éducation ne représentent que 4.91% de la moyenne des dépenses totales des ménages de cette région. Quand il se situe à 6.83% à l'extrême-nord et 8.04% au nord, quand la moyenne nationale représente un taux de 7.77%.

En termes relatifs, et termes bruts on n'observe donc pas d'écarts importants dans les dépenses moyennes des ménages de ces régions par rapport aux autres régions du Cameroun. Cependant si on procédait à la même analyse avec des médianes, on constaterait que les écarts de revenus entre les différentes régions sont importants, mais encore plus importants sont les écarts dans les dépenses au sein des ménages différentes régions. On pourrait se

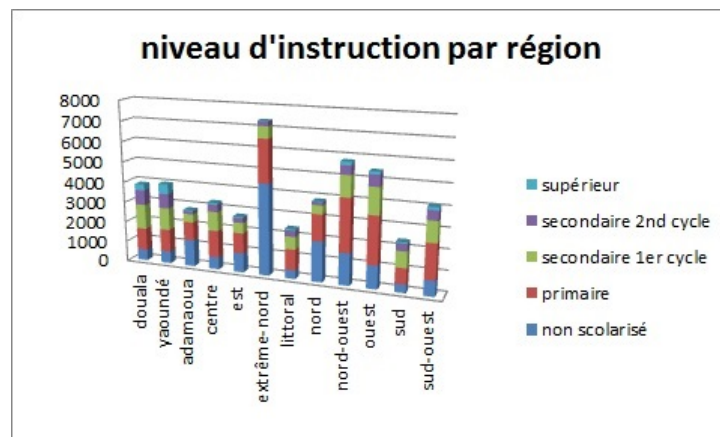
la question suivante : pourquoi observe-t-on une contribution si faible de la santé et de l'éducation aux dépenses des ménages ? La réponse à cette question réside sans doute dans le manque d'infrastructures sanitaires et scolaires qui caractérise la région. De plus, les résultats d'ECAM3 permettent de se rendre compte des distances importantes que doivent parcourir les différents élèves et écoliers pour se rendre à l'école ou à l'hôpital. Cet état de fait peut constituer un frein aux volontés des ménages à investir dans l'éducation et à se rendre dans des structures sanitaires appropriées en cas de maladie.

Une critique doit cependant être formulée à ce niveau, dans le recueil données ayant trait aux dépenses des ménages au Cameroun. Les postes de dépenses présents dans Écam3 sont les suivants : dépenses, de communication, de logement, dépense de biens et services, dépense de transports, dépense d'habillement et chaussures, dépense d'équipement de maison, dépense de loisirs, dépense d'alimentation et boissons non alcool, dépense d'éducation, dépense de santé, dépense d'hôtels et restaurants, dépense de boissons alcool et stupéfiants. Cependant la structure sociale particulière africaine et camerounaise, oblige à contribuer aux mariages, aux deuils, aux maladies des membres de la famille élargie, et à tout évènement qui touche la communauté. De plus, les revenus dans les différentes enquêtes sont évalués en termes de tranches de revenus pour les individus et les ménages. Ces biais ne sont pas de nature à remettre en cause les résultats obtenus grâce à ces enquêtes, cependant ils peuvent contribuer fortement à aggraver l'importance et la profondeur de la pauvreté.

4.2. Pauvreté et éducation

Le secteur de l'éducation est l'un des principal secteur qui permet d'observer les disparités régionales importantes que connaît le Cameroun. La figure ci-dessous suggère deux commentaires principaux :

FIGURE 1: Niveau d'instruction par région

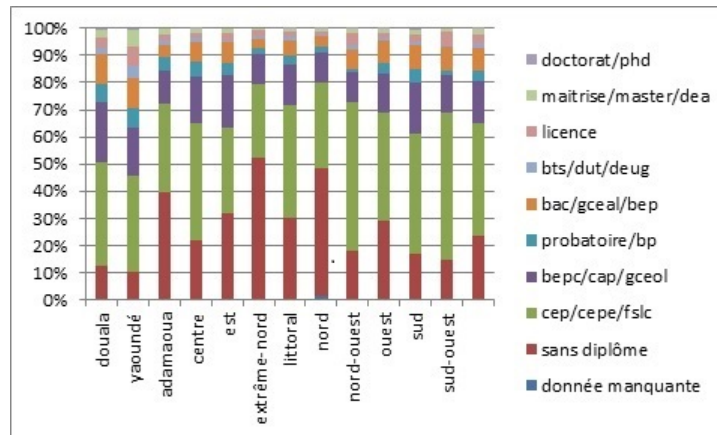


- Les données issues de Ecam3 laissent apparaître un niveau record de personnes non-scolarisés pour la région de l'extrême-nord (60.25%), la région du nord affiche également un taux important (50.71%), phénomène observable également dans la région de

l'Adamaoua (46.50%), alors que pour l'ensemble des régions de l'enquête on observe un taux de personnes non-scolarisés se situant à 30.51%. Ces chiffres permettent de constater que Ces trois régions du grand-nord Cameroun se situent au-dessus de la moyenne nationale.

- On peut également constater que les effectifs des régions du grand-nord sont importants au niveau du primaire, mais que ceux-ci diminuent considérablement, dès le secondaire au niveau du premier cycle, du second cycle et enfin du supérieur. Une conséquence immédiate du faible niveau d'effectif au niveau les plus élevés de ces trois régions, est le faible niveau de diplômés que comptent ces trois régions, comparativement au reste du pays. Comme le montre la figure ci-dessous⁹.

FIGURE 2: Niveau de diplomation par région



Les résultats d'ECAM3 montrent également, du fait du taux de scolarisation très bas dans ces provinces, une autre conséquence, qui est le niveau élevé de chefs de familles qui ne possèdent aucune diplomation¹⁰. Ce résultat est crucial car comme le relève le DSRP (2003) : « À l'analyse le niveau d'instruction est un facteur explicatif très important. En effet et toute chose étant égale part ailleurs, un ménage dont le chef a le niveau du supérieur a environ 6 fois plus de chance d'échapper à la pauvreté par rapport à un ménage dont le chef est sans niveau». À ce niveau, un investissement massif en éducation et notamment dans le capital humain permettrait assurément d'endiguer le phénomène de pauvreté au Cameroun en général et dans les provinces du grand-nord en particulier.

9. Le tableau récapitulatif présentant les résultats obtenus se trouve à l'annexe A tableau 1, et les données utilisées sont issues de ECAM3

10. Le tableau récapitulatif présentant les résultats obtenus se trouve à l'annexe A tableau 2, et les données utilisées sont issues de ECAM3

4.3. *Quelles perspectives pour la pauvreté en termes d'analyse spatiale ?*

Dans le rapport provisoire de l'INS (2014)[26] sur la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages on peut également lire ceci : « La pauvreté revêt une forte dimension régionale, touchant peu les deux métropoles que sont Douala et Yaoundé, et affectant fortement les régions de l'Extrême-Nord et du Nord. L'analyse du profil de pauvreté et des tendances permet de dégager quatre groupes de régions d'enquête : les deux métropoles que sont Douala et Yaoundé où la pauvreté est marginale et a peu varié ; l'Est, le Littoral (sans Douala), le Centre (sans Yaoundé), le Sud-Ouest, l'Ouest et l'Adamaoua qui enregistrent une baisse sensible de la pauvreté (de 5 points ou plus) ; le Nord, le Nord-Ouest et le Sud où le taux de pauvreté est en augmentation modérée (de moins de 5 points) ; • l'Extrême-Nord qui se démarque du reste du pays avec une nette augmentation du taux de pauvreté (de 5 points ou plus). » (INS, 2015).

4.4. *Des Inégalités importantes*

L'indice de concentration de Gini, qui permet de mesurer les inégalités entre différents groupes, est passé de 0,39 en 2007 à 0,44 en 2014. Ce résultat traduit le fait que les inégalités entre les pauvres et les non pauvres se sont accentuées de 13(pourcentage) entre 2007 et 2014. À titre d'illustration, la consommation des 20% des ménages les plus riches (Q5) représente 10,1 fois celle des 20(%) des ménages les plus pauvres (Q1). L'écart s'est creusé entre les plus riches et les plus pauvres puisqu'en 2007 ce rapport (Q5/Q1) était de 7,5. Il convient de relever que les inégalités se sont plus accentuées en milieu rural qu'en milieu urbain. (INS, 2015). Auparavant on notait déjà que la population camerounaise se caractérise par des écarts de richesses importants entre pauvres et non-pauvres. Ce que soulignait DSRP (2003). Document dans lequel on peut lire que : « L'analyse de la distribution des revenus au Cameroun à partir des résultats de l'ECAM II fait ressortir des écarts considérables entre non pauvres et pauvres d'une part, et entre zone urbaine et zone rurale d'autre part.

Elle indique aussi que les inégalités ont peu reculé entre 1996 et 2001. En effet, le revenu annuel moyen, estimé par la dépense moyenne par équivalent adulte, est huit fois plus élevé pour les non-pauvres que pour les pauvres (693.882 francs CFA contre 85.495 francs CFA en 2001), et deux fois plus en milieu urbain qu'en zone rurale (408.115 francs CFA contre 233.734 francs CFA)». Bien que le DSCE(2009), démontre que ces inégalités ont quelque peu reculé avec notamment le calcul des indices Gini, il n'en demeure pas moins que ce problème reste préoccupant et comme le souligne Piketty (2013), la forte concentration de richesses entre les mains des plus nantis pourrait conduire à des troubles sociaux d'une grande ampleur. Des solutions doivent donc être trouvées qui aillent , dans le sens de la lutte à la pauvreté, aux inégalités, et pour une meilleure justice redistributive.

En somme les résultats préliminaires issus d'Écam 4 montrent que les provinces du Grand-nord continueront à subir la pauvreté, de manière plus importante que les autres régions du Cameroun. L'augmentation des inégalités est un autre indicateur important qui n'incite pas à l'optimisme. La mise en place de politiques publiques doit donc tenir compte de cet état de fait, et préconiser des mesures allant dans le sens d'une meilleure justice redistributive.

5. Pistes de recherche et conclusion

Pour mieux cerner le phénomène de pauvreté au Cameroun et dans le grand nord en particulier, il est nécessaire de tenir compte de l'environnement socio-culturel qui caractérise une région. *Le capital social* et *l'organisation sociale* du Nord-cameroun, sont des outils d'analyse qui permettraient de mieux comprendre, en un certain sens, les logiques inhérentes aux dynamiques de pauvreté qu'on observe dans ces régions.

5.1. *Le capital social*

Le concept de capital social est utilisé pour la première fois par Bourdieu (1980), pour faire référence à un des types de ressources dont disposent les individus et/ou les groupes sociaux, pour accroître ou conserver leur position à l'intérieur de la hiérarchie sociale et bénéficier de privilèges matériels et symboliques qui y sont attachés. Ils mobilisent en effet, selon ces analyses, trois types de ressources : le capital économique, le capital culturel et le capital social. Ce dernier type de capital regroupe les relations et les réseaux d'entraide qui peuvent être mobilisés à des fins socialement utiles (Nana Djomo Atangana Ondo, 2012).

5.2. *Une structure sociales particulière*

Dans les débats sur la pauvreté, les politiques ont longtemps consisté en une augmentation de l'aide au développement ou l'investissement dans des secteurs préalablement définis, ou des actions ciblées (subvention sur les engrais, microcrédit, moustiquaires, gratuité de l'école, etc.) (Sach, 2005). La pauvreté extrême comme l'affirme Esther Duflo peut être éradiquée. Certaines expériences en Inde notamment, viennent montrer que le suivi personnalisé des élèves après l'école permet d'augmenter qualitativement les connaissances de ces derniers, et augmentent dans le même temps leurs chances d'obtenir un meilleur emploi plus tard. L'amélioration des conditions d'habitation (construction de logements sociaux), d'éducation (augmentation du nombre d'enseignants, d'école, réduction du nombre d'élèves par classe) et de santé (augmentation du nombre d'hôpitaux, de médecins, amélioration du plateau technique et des équipements) sont, donc quelques pistes de recherche à explorer dans le cadre la recherche sur la pauvreté au Cameroun.

Dans un document gouvernemental publié en 2001¹¹ on pouvait lire ceci : « Les résultats de l'enquête montrent qu'il y aurait une forte corrélation forte entre les pratiques jugées rétrogrades ou discriminatoires et l'incidence de la pauvreté. Ainsi, la forte incidence de pauvreté observée chez les femmes serait imputable à ces pratiques négatives. Douze pratiques coutumières courantes dans la province ont été abordées à l'occasion de l'enquête complémentaire. Une caractérisation des ménages selon qu'ils s'y adonnent ou non a été effectuée. Il ressort de l'analyse que des douze pratiques évoquées, les plus répandues sont celles qui touchent en premier lieu les femmes et qui tendent à les marginaliser ».

Une analyse statistique approfondie effectuée sur les 16 variables à savoir les 12 pratiques rétrogrades¹² et le niveau de vie comme variables actives, le milieu de résidence, la zone

11. Conditions de vie des ménages et profils de pauvreté à l'extrême-nord, DSCN ; 2001

12. Elles sont présentées en annexes au niveau de la figure 4

écologique, l’alphabétisation comme variables illustratives a permis en se limitant aux 3 premiers facteurs, de déceler trois grandes tendances :

- Premièrement, nous observons que certaines pratiques liées entre elles ont une dimension monétaire. Elles seraient mises en oeuvre par les ménages pour réduire le poids des charges qui pèsent sur eux.
- Deuxièmement, nous constatons que certaines pratiques n’ont qu’une liaison faible avec le niveau de vie des ménages. Celles-ci ont un poids traditionnel important. Il s’agit de l’interdiction à la femme d’aller dans certains endroits réservés, de l’interdiction faite à la femme de prendre la parole dans certains milieux publics et de l’interdiction de consommer certains types d’aliments.
- Troisièmement, certaines pratiques influencent le niveau de vie des populations. On retrouve dans cette catégorie : l’interdiction faite à la femme d’exercer des métiers réservés aux hommes, l’interdiction faite aux femmes d’avoir ou de gérer une importante somme d’argent (bien que celle-ci soit peut répandue par rapport à la première) et la préférence pour les familles de scolariser d’avantage les garçons.

Les deux premières pratiques discriminatoires limitent les potentialités économiques de la femme. La troisième quant à elle limite tout simplement les capacités des femmes, réduisant ainsi la contribution de ces dernières dans la lutte contre la pauvreté.

5.3. Conclusion

L’adoption des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), a permis au gouvernement camerounais de définir et de mettre en place une série d’actions devant permettre de réduire la pauvreté. L’adoption des objectifs de développement durable (ODD), offre une occasion d’analyser les résultats des politiques conduites jusqu’ici. Les travaux sur la pauvreté au Cameroun ont pour la plupart adoptés l’approche monétaire ou utilitariste, ainsi que celle des besoins de bases. Cependant, *l’approche des capacités* de Sen, nous paraît la plus intéressante des trois approches, même si la détermination des dimensions spécifiques relatives reste difficile, nous pouvons toutefois porter notre analyse sur certains éléments de sa conception du bien-être, à l’instar de l’éducation et de la santé.

À ce titre, dans cet article nous voulions analyser les dynamiques de pauvreté au niveau régional au Cameroun, en mettant un accent particulier sur les trois régions du Grand-Nord Cameroun, à savoir (Adamoua, Nord, et l’extrême-nord. L’utilisation des données issus d’Ecam 3, en suivant l’approche des capacités, nous a permis de démontrer qu’il existe des disparités importantes entre les régions dans de nombreux domaines. Dans le secteur de l’éducation les provinces du grand-nord se caractérisent par des taux d’alphabétisation plus élevés que dans le reste du pays. Une conséquence directe de cet état de fait est la forte présence des ménages de la partie septentrionale du Cameroun dans le secteur informel. De plus l’analyse des dépenses des ménages laisse entrevoir une faible contribution des dépenses de santé et d’éducation, aux dépenses totales des ménages sans hospitalisation. D’autres remarques peuvent également être faites. À savoir que les fortes distances que les élèves ont à parcourir, ou que les usagers doivent faire pour se rendre dans les écoles ou les institutions de santé, empêche la pleine utilisation de ces structures. De plus, l’accentuation des inégalités et les résultats préliminaires issus d’Ecam 4 n’incitent cependant pas à penser, que dans les prochaines années un retournement de tendances sera observées. Cependant, des pistes de

recherche existent, qui permettront de mieux comprendre les dynamiques de pauvreté au Cameroun en général et dans les trois régions qui forment le grand nord-Cameroun.

Nous avons également en lien, avec l'analyse réalisée, suggéré deux pistes principales de recherche qui permettraient d'avoir une meilleure compréhension des dynamiques de pauvreté dans le grand-Nord, à savoir l'analyse du lien pauvreté et capital social; et pauvreté et caractéristiques sociales particulières. D'autres travaux peuvent également être envisagés, comme une étude comparative avec les deux autres blocs régionaux que compte le Cameroun, mais également des études sexo-spécifiques.

6. bibliographie

- [1] Menjo Baye, F. (2006). Growth, Redistribution and Poverty Changes in Cameroon :A Shapley Decomposition Analysis. *journal of african economies*, 543–570, vol 15, No 4.
- [2] Ngah Epo, B., Menjo Baye, F. (2012). Determinants of Well-being and Poverty Changes in Cameroon : 2001–2007. *African Development Review*, 18–33, Vol. 24, No. 1,.
- [3] Stevenson, B., Wolfers, J. (2008). Economic Growth and Subjective Well-Being : Reassessing the EASTERLIN Paradox. National Bureau of Economic Research, Working Paper 14282.
- [4] Angus, D. (2010). Price Indexes, Inequality, and Measurement of World Poverty. *The American Economic Review*, 3-34, vol. 100 No. 1.
- [5] Asselin, L. M., Anyck, D. (23-31 juillet 2002). Mesure de la pauvreté : un cadre conceptuel ;. Libreville : document de travail de l'atelier régional de formation sur la mesure de la diagnostic de la pauvreté.
- [6] Bentham, J. (1789). An introduction to the principle of morals and legislation. Reprinted by New York : Hafner Publishing, 1948.
- [7] Biloa Essimi, J., Chameni Nembua, C. (2011). Inequality of Poverty in Cameroon : A Dagum sub-group decomposition analysis . Munich Personal RePEc Archive.
- [8] Castel, R. (1994). la dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation. *cahiers de recherche sociologique*, no 22, p. 11-27.
- [9] Deaton, A. (2003). Measuring poverty. Research Program in Development Studies, Princeton University.
- [10] Deaton, A. (2005, 87 (1)). Measuring Poverty in a Growing World (or Measuring Growth in a Poor World). *The review of Economics and statistics* , 1-19.
- [11] Destremeau, B., Salama, P. (2002). mesures et demesure de la pauvreté. paris : presse universitaire de france, 163 pages.
- [12] DSCE. (2009). Document de stratégie pour la croissance et l'emploi. Yaoundé : Cadre de référence de l'action gouvernementale : pour la période 2010-2020.

- [13] DSCN. (1996). Rapport des conditions de Vie des Ménages au Cameroun en 1996. Yaoundé (Cameroun) : Ministère de l'économie, Direction de la statistique et de la comptabilité nationale.
- [14] DSCN. (2001). Conditions de vie des populations et profil de la pauvreté au Cameroun 2001. Yaoundé (Cameroun) : Ministère de l'économie et des finances, Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale.
- [15] DSRP. (2003). Document de stratégie de réduction de la pauvreté. Yaoundé (Cameroun) : Ministère de l'économie et des finances.
- [16] DUBOIS, J.-L., AMIN, A. (2000). Evolution de la pauvreté au Cameroun : ou en sommes nous ? ». Paris. : CEPED-IFORD. Duflo, E. (2010). Expérience, science et lutte contre la pauvreté. Domont : Dupli-Print.
- [17] Duflo, E. (2010). La politique de l'autonomie, lutter contre la pauvreté (II). condé-sur-noireau : la république des idées et Seuil.
- [18] Duflo, E. (2010). Le développement Humain, Lutter contre la pauvreté (I). condé-sur-noireau : Seuil et la république des idées.
- [19] Emini, C. A., Ningaye, P., Cockburn, J., Fofana, I., Tiberti, L. (2010). Impacts of the global economic crisis on child poverty and options for a policy response in Cameroon. Poverty and Economic Policy.
- [20] Fambon, S. A. (2001). Pauvreté et répartition des revenus au Cameroun durant les années 1990. Université de Yaoundé II, Cahier de Recherche N 01-06 du CREFA.
- [21] Ferrer-i-Carbonell, A. (2002). Subjective Questions to Measure Welfare and Well-being. Tinbergen Institute Discussion Paper, No. 02-020/3.
- [22] FOKO TAGNE, B. A., Ndém, F., Tchakoté, R. (2007). Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Cameroun : une approche multidimensionnelle. Cahiers de recherche PMMA.
- [23] Foster, J., Greer, J., Thobercke, E. (1984). A Class of Decomposable Poverty Measures. *Econometrica*, Vol. 52 No.3.
- [24] Gardes, F., Langlois, S. (1995). Une nouvelle mesure pour analyser la pauvreté au Québec : l'indice synthétique de pauvreté richesse . *Service social*, 29-53, vol. 44, n 3, .
- [25] INS. (2002a). Evolution de la pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001 , deuxième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM II). Yaoundé (Cameroun) : institut national de la statistique.
- [26] INS. (2015). Cameroun - Quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages,2014. Yaoundé (Cameroun) : nstitut National de la Statistique - Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.INS. (2015). Presentation des premiers résultats de la quatrième enquête camerounaise auprès ménages (ECAM 4) de 20014. Yaoundé : Institut national de la Statistique.

- [27] Manga Teme , A. N., EPO NGA, B. (2007). Pauvreté multidimensionnelle au Cameroun : Une alternative par l'analyse en Composante principale.
- [28] MINEFI. (2003). Document de stratégie de réduction de la pauvreté . Yaoundé (Cameroun) : Ministère de l'économie et des finances .
- [29] MINEPAT. (2012). vision 205 . Yaoundé (Cameroun) : ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire.
- [30] Nembot Ndeffo, L., Ngangue Ngwen, Nguetse Tegoum, P., Kamdem, C., Makoudem, M. (2007-04). impact des échelles d'équivalence spatiale de la pauvreté au Cameroun : Une approche dynamique. Cahier de recherche PMMA.
- [31] Ningaye, P., Tiomela , Y., Takoutio Feudjio, V. (2011). Multi-poverty in Cameroon : a dimensionnal scores approach. Poverty and Economic Policy.
- [32] Ningaye, P., Tiomela, Y. A., Takoutio Feudjo, V. (2013). Multi-poverty in Cameroon : A structural Equation Modelling Approach. Soc Indic Res, 159-181.
- [33] Piketty, T. (2013). Le capital au XXIe siècle. Paris : Éditions du Seuil.
- [34] Pigou, A. (1920). The Economics of Welfare. London, U.K : Macmillan,.
- [35] Ravallion, M. (1997, september 26). Can high-inequality developing countries escape absolute poverty ? Economics Letters, pp. 51–57, Volume 56, Issue 1.
- [36] Rawl, J. (1972). A Theory of justice. Oxford : henceforth "j".
- [37] Rosenzweig, M. (2012). Thinking Small : A Review pf Poor Economics : A radical Rethinking of the Way to fight Global Poverty by Abhijit Banerjee and Esther Duflo. journal of Economic Literature, 115-127.
- [38] Tabi Atemkeng, J., Mom Njong, A. (2012, 04 1). Fiscal Policy, Labour Productivity Growth and Convergence between Agriculture and Manufacturin : Implications for Poverty Reduction in Cameroon. Asian Social Science, pp. 190-202, Vol.8 No. 4.
- [39] Tarozzi, A., Deaton, A. (2009). Using Census and Survey to Estimate poverty and Inequality for Small Areas. The Review of Economics and Statitics, 773-792, Vol 91. .

7. annexes

7.1. *annexes A*

7.2. *AnnexeB*

Sources : ECAM2, ECAM3, INS

Le graphique représente l'évolution de la pauvreté entre 2001 et 2007 au Cameroun.

P0 : incidence de la pauvreté (Proportion d'individus en dessous du seuil de pauvreté.)

P1 : intensité de la pauvreté (Écart relatif moyen entre le seuil de pauvreté et les dépenses moyennes des ménages pauvres)

régions	non scolarisé	primaire	secondaire 1er cycle	secondaire 2nd cycle	supérieur	donnée manquante	Total
Douala	541	1087	1217	732	304	10	3891
Yaoundé	597	1108	1083	716	487	8	3999
Adamaoua	1312	900	409	148	50	2	2821
Centre	609	317	932	357	93	5	3313
Est	956	987	511	241	57	8	2760
Extrême-nord	4458	2098	566	215	32	30	7399
Littoral	428	1007	620	299	63	9	2426
Nord	1968	1284	425	152	33	19	3881
Nord-ouest	1556	2600	1029	433	175	15	5808
Ouest	1133	2331	1296	556	132	3	5451
Sud	405	766	780	358	66	3	2378
Sud-ouest	755	1719	1013	469	142	7	4105
Total	14718	17204	9881	4676	1634	119	48232

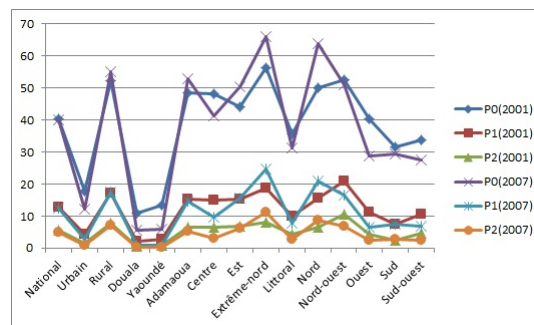
TABLE 3: Niveau d'instruction de l'individu au sein des ménages

régions	non scolarisé	primaire	second1er	secondaire 2nd	supérieur	Total
Douala	46	233	351	284	135	1049
Yaoundé	35	214	280	256	237	1022
Adamaoua	263	152	92	46	26	579
Centre	79	271	234	150	62	796
Est 141	195	109	106	36	587	
Extrême-nord	921	320	127	88	27	1483
Littoral	85	256	169	87	40	637
Nord	364	234	105	50	20	773
Nord-ouest	383	630	201	168	100	1482
Ouest	244	502	274	191	83	1294
Sud	25	142	191	126	51	535
Sud-ouest	122	494	261	187	90	1154
Total	2708	3643	2394	1739	907	11391

TABLE 4: Niveau d'instruction du chef de ménage

P2 : sévérité de la pauvreté (Moyenne des carrés des écarts entre le seuil de pauvreté et les dépenses moyennes des ménages pauvres)

FIGURE 3: Évolution de la pauvreté entre 2001 et 2007



régions	donnée manq.	sans dip.	cep/cepe/fslc	bepc/cap/gceol	prob./bp	bac/gceal/bep	bts/dut/deug	lic.	maitrise/dea
Douala	3	123	383	227	66	109	26	39	26
Yaoundé	1	102	348	177	68	111	46	71	60
Adamaoua	0	128	105	40	16	14	5	8	7
Centre	0	159	310	120	40	54	12	11	11
Est	2	141	143	87	20	34	3	13	7
Extrême-nord	3	300	154	65	11	20	6	12	5
Littoral	2	167	228	85	16	32	8	9	7
Nord	5	198	132	46	10	16	3	3	5
Nord-ouest	2	196	615	123	11	79	16	50	18
Ouest	0	309	423	149	42	88	11	20	17
Sud	0	86	227	96	25	45	5	14	11
Sud-ouest	1	152	566	144	16	93	7	50	12
Total	19	2061	3634	1359	341	695	148	300	186

TABLE 5: diplôme le plus élevé par région

FIGURE 4: Pratiques rétrogrades extrême-nord

	% de ménages pauvres victimes	% de ménages non pauvres victimes	% de ménages victimes
1. Interdiction à la femme d'exercer certains métiers réservés aux hommes	69.7	64.9	67
2. Interdiction aux filles/femmes de se rendre dans certains endroits/milieux publics	63.9	67.8	66.1
3. Interdiction à la femme de consommer certains types d'aliments	67.6	62.7	65
4. Interdiction à la femme de prendre la parole dans certains milieux publics	68	60.7	63.9
5. Travail des enfants de moins de 15 ans au lieu d'aller à l'école	43.3	39	40.8
6. Interdiction à la femme d'avoir/de gérer une importante somme d'argent	65.8	21.1	38.9
7. Désignation rare des filles/femmes comme héritières	41.4	31.3	35.8
8. Refus d'inscrire les filles dans de grandes classes	34.6	28.6	31.2
9. Préférence pour les familles à scolariser davantage les garçons	33.7	23.8	27.5
10. Mariages précoces des jeunes filles	28.7	26.1	27.2
11. Mariages forcés des jeunes filles	15.2	17.1	16.4
12. Mutilations sexuelles féminines	8.3	19.2	15.4